



**EMMA**  
**Analyse Cartographique de Marché en Urgence**  
**Marché de l'Arachide**  
**Sous-Préfecture de Dékoa, République Centrafricaine**



Marie Kessina, productrice d'arachide, faisant sécher sa récolte, Ngouvota, août 2013 (photo ES)

**Août 2013**  
**Emmeline Saint**

## **EMMA – Rapport final**

- 1. Résumé exécutif**
- 2. Contexte de l'urgence**
- 3. Méthodologie de l'EMMA**
- 4. Population cible**
- 5. Système de marché crucial**
- 6. Cartographie du système de marché**
- 7. Principaux résultats de l'analyse: analyse du besoin et analyse du marché**
- 8. Analyse de la réponse et recommandations**

### Section 1. **Résumé exécutif**

Le 10 décembre 2012, la coalition de la Séléka lance une offensive en RCA et s'empare de plusieurs villes dans le centre et l'est du pays, avançant vers la capitale Bangui. Bangui est prise le 24 mars par les rebelles, renversant le gouvernement et provoquant une descente massive des troupes Séléka vers la capitale.

De décembre 2012 à mars 2013, la préfecture de la Kémo fut occupée par la Séléka. Toute la population de la zone a été affectée par les violences et exactions commises, entraînant des mouvements de déplacés dans les zones rurales et la fuite d'une partie des habitants des zones urbaines vers d'autres zones considérées plus sûres. Les activités agricoles ont fortement été perturbées par les événements depuis décembre 2012, notamment du fait des déplacements de population. De plus, les événements ont eu un fort impact sur les échanges commerciaux entre la Kémo et la capitale Bangui. En effet, de décembre 2012 à mars 2013, ces échanges ont été très affaiblis, voire parfois interrompus.

Cette étude EMMA se rapporte à la préfecture de la Kémo en tant que zone de couverture géographique d'ACF. Au sein du district, l'étude s'est concentrée sur la sous-préfecture de Dékoa au vu des contraintes de temps disponible. L'objectif premier de l'EMMA était d'identifier la réponse la plus appropriée pour des interventions de court et moyen terme. Comprendre les besoins, ruptures et vulnérabilités sur le marché critique sélectionné permettra la formulation de programmes de relèvement précoce plus ciblés, efficaces et efficients.

L'analyse du système de marché a mis en évidence que l'ensemble des acteurs de la chaîne ont été affectés, avec une perturbation de l'offre et de la demande. Les contraintes suivantes ont été identifiées :

- La production d'arachide pour la campagne en cours de récolte a vu ses rendements chuter drastiquement, en quantité et en qualité (suite à l'abandon des champs, le pillage des actifs productifs, le manque de pluie en période de floraison, les maladies culturales). Les stocks de consommation ont diminué de plus de moitié et la portion commercialisée le sera de manière précoce. On anticipe une décapitalisation précoce des producteurs.
- Les opportunités d'emploi de main d'œuvre agricole se sont raréfiées et les salaires ont chuté.
- Commercialisation de l'arachide : le circuit de commercialisation vers Bangui a été fortement perturbé, de par l'absence de transporteurs ou de commerçants venant de Bangui (risques sécuritaires et contraintes de transport). L'arachide vendue fait également face à une raréfaction des acheteurs (perte de pouvoir d'achat).

La capacité du marché à reprendre un fonctionnement normal dans un temps raisonnable n'a pas pu être confirmée lors de cette étude et devra faire l'objet d'une évaluation ultérieure, une fois la récolte achevée, pour mettre à jour et approfondir les résultats de la présente EMMA.

Ainsi, la présente analyse recommande les réponses suivantes :

- Une mise à jour et un suivi des résultats, et notamment la tenue d'une EMMA complémentaire sur le marché du maïs dès le mois de septembre ;
- Si le marché a pu reprendre un fonctionnement quasi-normal après la récolte, des activités de cash for work (réhabilitation des routes notamment) pourraient être envisagées afin de générer des revenus pour les groupes cibles en dehors des périodes de travaux champêtres et ainsi pallier à leur décapitalisation précoce ;
- Une poursuite des activités de surveillance des marchés (prix, disponibilité) afin de permettre un ajustement des programmes ;
- La diffusion des informations sur le marché aux acteurs de celui-ci, afin d'améliorer la prise de décision et le pouvoir de négociation ; et
- A plus long terme, un support à la préparation de la prochaine campagne, pour permettre la relance des activités agricoles :
  - Soutien/plaidoyer pour la réinstallation des services techniques ;
  - Renforcement des capacités de production par un accompagnement technique, notamment sur l'utilisation des semences améliorées ;
  - Accompagnement financier des groupements pour la facilitation des travaux champêtres ;
  - Remplacement des actifs productifs par l'organisation de foires agricoles ;
  - Support à la provision de semences améliorées ; et
  - Suivi des contraintes liées au transport.

## Section 2. **Contexte de l'urgence**

Le 10 décembre 2012, la coalition de la Séléka (formée de 3 mouvements rebelles : UFDR, CPJP et CPSK) lance une offensive en RCA et s'empare de plusieurs villes dans le centre et l'est du pays, avançant vers la capitale Bangui. En janvier 2013, l'accord de Libreville est signé qui comprend l'intégration de l'opposition au gouvernement. Mais le 17 mars, la Séléka impose la libération des prisonniers politiques sous 72 heures en menaçant de reprendre les armes. Bangui sera prise le 24 mars par les rebelles, renversant le gouvernement et provoquant une descente massive des troupes Séléka vers la capitale.

De décembre 2012 à mars 2013, la préfecture de la Kémo fut occupée par la Séléka. Toute la population de la zone a été affectée par les violences et exactions commises, entraînant des mouvements de déplacés dans les zones rurales et la fuite d'une partie des habitants des zones urbaines vers d'autres zones considérées plus sûres.

Dans cette région, 80 à 90% de la population se trouve en zones rurales et pratiquent l'agriculture comme moyen d'existence principal. Les activités agricoles ont fortement été perturbées par les événements depuis décembre 2012, notamment du fait des déplacements de population. De plus, les événements ont eu un fort impact sur les échanges commerciaux entre la Kémo et la capitale Bangui. En effet, de décembre 2012 à mars 2013, ces échanges ont été très affaiblis, voire parfois interrompus. Or, en temps normal, cette période représente une intense activité commerciale concernant les échanges de produits vivriers en provenance de la région vers la capitale Bangui.

Des évaluations ont été menées dans la préfecture de la Kémo depuis les évènements. Il s'agit notamment des évaluations multisectorielles dans le cadre du RRM (*Rapid Response Mechanism*, mécanisme de réponse rapide, financé par UNICEF en partenariat avec les ONG), coordonnées par ACF pour la zone de la Kémo et d'une évaluation rapide de la sécurité alimentaire (RFSA), dont 2 volets ont été menés en février 2013 et en mai-juin 2013 (coordonnée par la FAO et le PAM, en partenariat avec les ONG). En janvier 2013, ACF avait déjà mené une évaluation d'urgence dans la zone. L'évaluation RRM d'avril 2013 a été suivie d'une évaluation des besoins en sécurité alimentaire et en nutrition en juin 2013.

Ces évaluations ont identifié l'insécurité physique comme principale cause de l'insécurité alimentaire (RFSA Juin 2013), et ont également mis en avant les principales difficultés rencontrées par la quasi-totalité de la population dans les zones rurales : destruction des habitations, pillage des ressources financières et productives (matériel agricole, stocks de semences, bétail), fuite des habitants vers la brousse, déplacement des parcelles agricoles. De plus, les activités agricoles ont également été impactées par les aléas climatiques (manque de pluies pendant en début de saison culturale, au moment de la floraison).

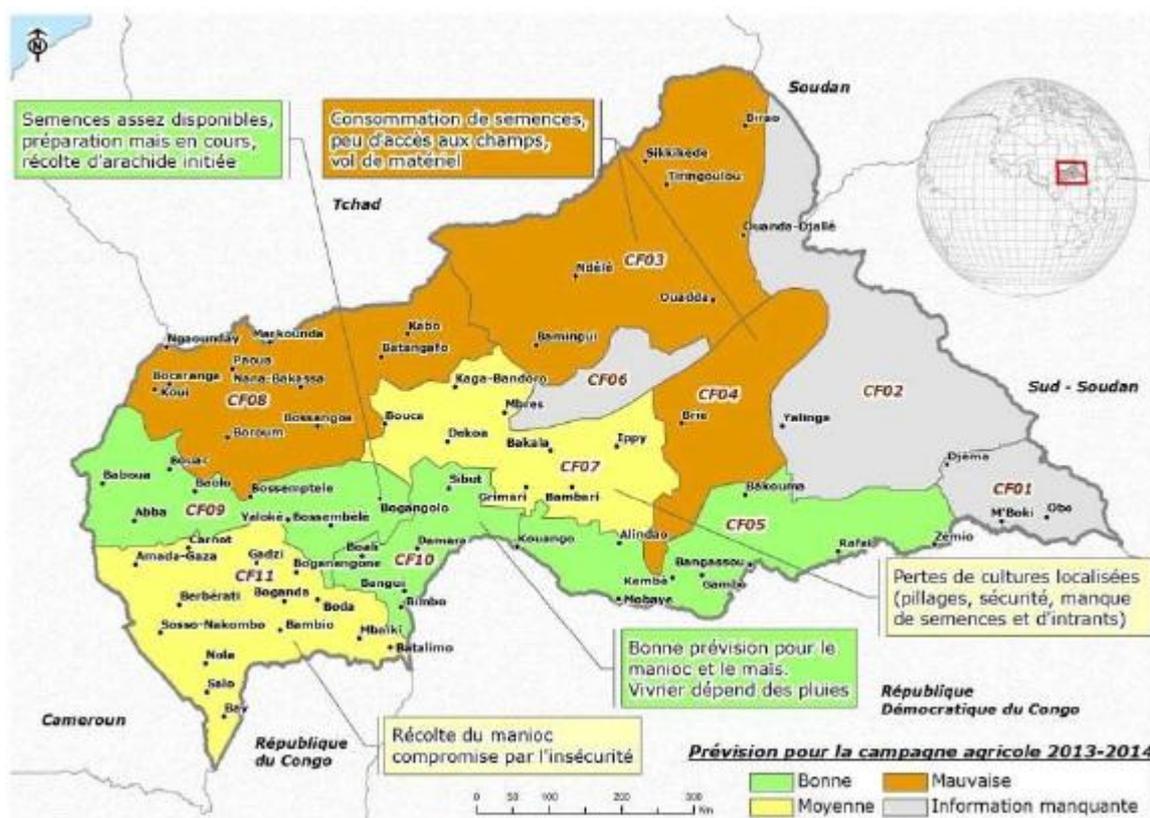


Figure 1 - Prévision pour la campagne agricole 2013-2014 (RFSA, Juin 2013)

Sur les marchés, ces évaluations ont noté une diminution du nombre de grossistes et de détaillants sur les marchés principaux, une fréquentation quasi-normale mais un pouvoir d'achat en baisse (manque de liquidités), et une forte présence militaire couplée à un déficit de fonctionnalité des services de base gérant les marchés ainsi qu'un potentiel détournement de taxes.

Le rapport RFSA classe la zone de Dékoa en vulnérabilité très élevée (zones urbaines et rurales).

Cette étude EMMA se rapporte à la préfecture de la Kémo en tant que zone de couverture géographique d'ACF. Au sein du district, l'étude s'est concentrée sur la sous-préfecture de Dékoa au vu des contraintes de temps disponible. L'objectif premier de l'EMMA était d'identifier la réponse la plus appropriée pour des interventions de court et moyen terme. Comprendre les besoins, ruptures et vulnérabilités sur le marché critique sélectionné permettra la formulation de programmes de

relèvement précoce plus ciblés, efficaces et efficients. De fait, l'EMMA pouvait également permettre d'identifier les potentialités de réponses au travers de programmes de transferts monétaires, en déterminant la capacité des marchés à 'absorber' ces programmes ainsi que les opportunités de mise en œuvre.

Il est important de noter qu'au moment de l'étude, ACF lançait une intervention d'urgence dans la préfecture de la Kémo, comprenant des distributions de semences (maïs et maraichères) et de rations de vivres PAM dites 'de protection' pour les populations les plus affectées.

### Section 3. **Méthodologie de l'EMMA**

L'analyse cartographique des marchés en situation d'urgence ou EMMA (Emergency Market Mapping and Analysis) est une analyse rapide du marché qui permet de comprendre les aspects importants du marché reliés à une situation de crise afin de permettre aux décideurs (acteurs humanitaires internationaux et locaux, bailleurs de fonds, gouvernements) de considérer rapidement une plus large gamme d'interventions pertinentes et de prévenir les risques de dysfonctionnement. L'outil EMMA a été élaboré dans le but d'être utilisé dans les deux à trois premières semaines suivant une crise. Les principes de l'EMMA reposent sur l'ignorance optimale et l'imprécision appropriée, afin que les principaux résultats puissent être obtenus en un minimum de temps sur la base d'informations pertinentes. Le processus est itératif et s'appuie sur l'approche du « suffisamment bon ».

L'EMMA n'a pas pour but de remplacer les méthodologies d'évaluations d'urgence, notamment de la sécurité alimentaire. En revanche, cette analyse s'appuie fortement sur les données secondaires récoltés lors de ces premières évaluations suivant une crise, ainsi que sur les analyses pré-existantes telles que les analyses HEA (économie des ménages) et autres. L'apport de l'EMMA va être d'améliorer la compréhension de l'impact d'une crise sur un ou des marchés cruciaux afin d'identifier les points de rupture et ainsi formuler les interventions d'urgence et de relèvement précoce aux populations les plus affectées en s'appuyant sur les potentialités existant sur les marchés et/ou en apportant un soutien indirect à ces marchés pour en renforcer les capacités.

Cette EMMA a été coordonnée par IRC et Mercy Corps, en partenariat avec ACF, ACTED, COOPI et Solidarités International, avec le support d'UNICEF.

L'exercice EMMA a couvert six zones (une par ONG selon leurs zones de programmation), réparties en deux axes :

- l'axe Centre et Nord, coordonné par IRC, a couvert les sous-préfectures de Dékoa (ACF), Kaga Bandoro (IRC) et Kabo (Solidarités International) ; et
- l'axe Sud Est, coordonné par Mercy Corps, a couvert les zones de Bangassou (Mercy Corps), Obo (COOPI) et Zémio (ACTED).

IRC et Mercy Corps avaient chacun recruté une consultante pour diriger les travaux sur leurs axes respectifs.

Ce rapport couvre la zone d'ACF (Dékoa).

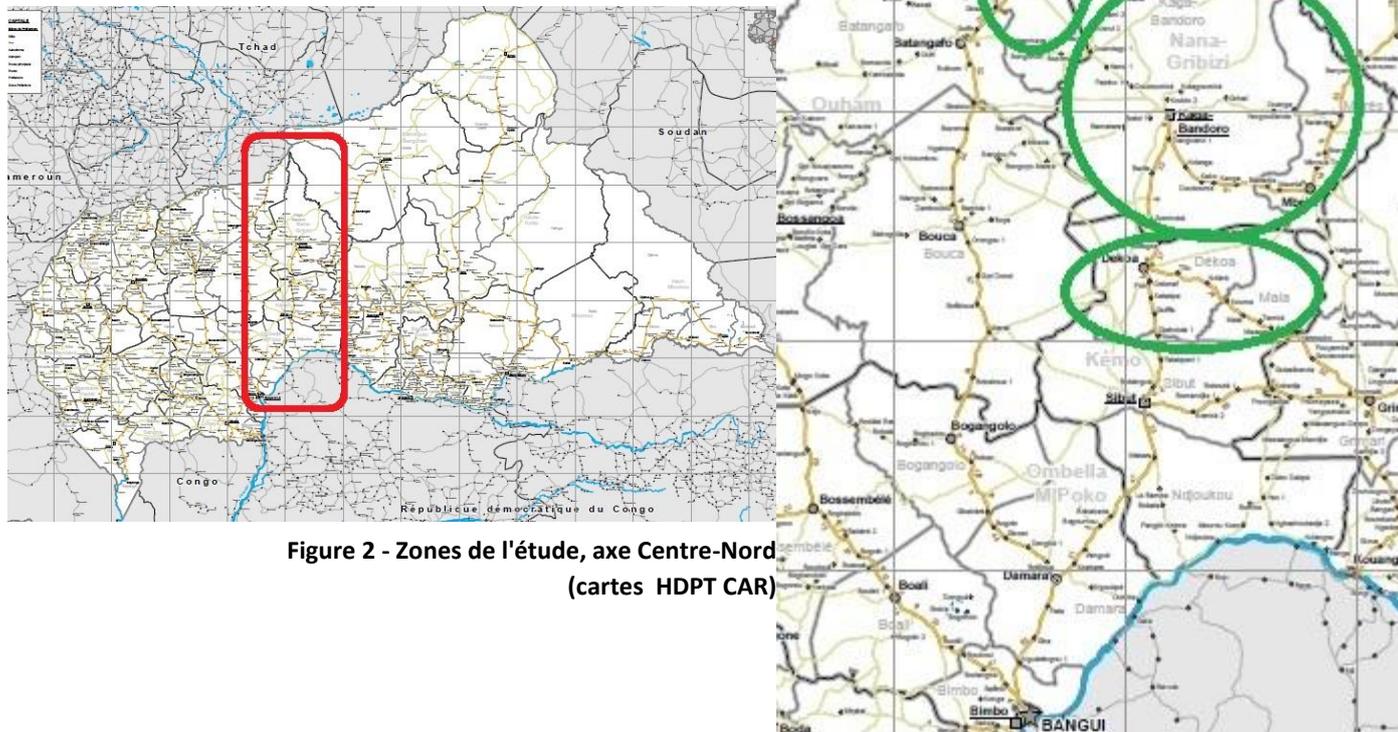


Figure 2 - Zones de l'étude, axe Centre-Nord  
(cartes HDPT CAR)

Une formation conjointe a été menée par les deux consultantes à Bangui pendant 4 jours entre le 02 et le 05 août 2013. Les six agences participant à l'analyse étaient représentées, ainsi que le PAM et le PNUD (cf. Annexe 3). Cette formation a présenté aux participants les concepts, la logique et le processus EMMA. Elle a ensuite été poursuivie lors de la mise en pratique sur le terrain.

Pour la zone de Dékoa, l'équipe EMMA ACF était composée de 7 personnes. La team leader (responsable de programme surveillance d'ACF) a participé à la totalité de la formation initiale, accompagné du responsable de département sécurité alimentaire d'ACF, qui n'a pas pu faire partie de l'équipe de terrain. Les 6 autres membres (1 adjoint à la responsable de programme et 5 enquêteurs surveillance) ont participé aux deux dernières journées de formation à Bangui.

Le travail de terrain (collecte de données et analyse) a commencé lors de la formation initiale à Bangui, où chaque équipe a eu 1 demi-journée d'entretiens avec des acteurs clés de leurs marchés respectifs, et s'est poursuivie pendant 4 jours à Dékoa (du 08 au 11 août), 5 jours à Kaga Bandoro (du 13 au 17 août) et 4 jours à Kabo (du 19 au 23 août).

Une revue bibliographique a constitué la première étape de l'étude (cf. Bibliographie). Puis, pour chacune des trois zones, des entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés des marchés sélectionnés (cf. Annexe 5).

<b>Types d'acteurs</b>	<b>Nombre d'entretiens Dékoa</b>
Ménages	15
Détaillants	13
Gros commerçants / Grossistes	2
Petits producteurs	23
Grands producteurs	
Informateurs clés	7
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>

**Tableau 1- Type et nombre d'acteurs rencontrés**

Le travail de terrain s'est clôturé par une restitution des résultats préliminaires à Bangui le 28 août, en présence des ONG participantes ainsi que de représentants du CICR et d'UNICEF.

Certaines contraintes ont été rencontrées lors de la tenue de l'EMMA :

- La plupart des administrations et services techniques en province ont cessé de fonctionner : les archives ont été en partie détruites ou perdues et les fonctionnaires ont quitté la zone et sont depuis difficilement joignables.
- Tenue des entretiens dans les villages : la population, encore très méfiante et anxieuse, vit toujours retirée dans la brousse pour la majeure partie des zones visitées. Il a ainsi été difficile de les rencontrer.
- Manque de données secondaires sur la situation de référence. Il est à noter cependant que les évaluations faites par ACF dans la Kémo dès le mois de janvier 2013 ont apporté beaucoup d'éléments sur la compréhension de la situation affectée.
- L'évaluation a été réalisée en période de récolte, ce qui a entraîné des difficultés pour les estimations de volumes de produits disponibles sur les marchés.
- Enfin, les équipes participant à l'EMMA avaient des compétences techniques variées, mais la plupart n'avaient pas une expérience significative en analyse et programmation d'urgence ou encore en analyse de marchés. De ce fait, un certain temps a été pris avec chaque équipe afin de s'assurer que tous les participants avaient une compréhension commune des enjeux de l'EMMA et ainsi puissent collecter des données pertinentes (déjà difficiles à collecter auprès des populations cibles).

#### Section 4. **Population cible**

Selon le rapport de l'Activité de zonage plus des moyens d'existence en République Centrafricaine, établi par Fewsnet en octobre 2012, la sous-préfecture de Dékoa se situe dans la zone CF07 Centre (cf. Annexe 2)

Dans cette zone, les moyens d'existence sont centrés sur la production et la vente de coton, manioc et maïs. Les activités principales des ménages pauvres en temps normal sont la production de coton, les productions vivrières et les activités de chasse et cueillette. Pour ces ménages, les sources de revenus principales sont la vente de produits vivriers, la main d'œuvre agricole et la vente de

produits de cueillette et chasse. Leurs actifs productifs sont concentrés dans l'outillage aratoire. Les ménages plus aisés tirent leurs sources de revenus principalement de la vente de coton, vivrier et bétail ainsi que du petit commerce. Ils sont généralement équipés en bœufs de trait, charrues, charrettes et petits ruminants.

Pour tous les ménages, la principale source de nourriture est la propre production de vivriers. En revanche, les ménages pauvres dépendent des achats sur le marché pour une partie de l'année (entre février et juillet) pour leur alimentation, lorsque les stocks de propre production ont été écoulés (consommés ou vendus).

L'accès aux marchés dans ces zones est restreint par la mauvaise condition des routes, notamment sur les axes secondaires et particulièrement en saison des pluies (juillet à octobre).

Le risque d'insécurité est, en temps normal, le principal facteur limitant la sécurité alimentaire des ménages. En effet, en année normale, ces zones sont considérées comme excédentaires dans la production de cultures vivrières.

**Tableau 2 - Calendrier saisonnier pour la sous-préfecture de Dékoa (source: Rapport de zonage des moyens d'existence, Fewsonet, Oct 2012)**

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	
<u>Saisons</u>													
Saison pluviale					[bleu]								
Saison sèche	[orange]										[orange]		
Période de soudure				[rouge]									
<u>Act. moyens ex clés</u>	-												
Coton	[r]			[ps]		[se]						[r]	
Manioc	[r]												
Maïs et arachide				[ps]	[se]	[r]							
Riz					[ps]	[se]						[r]	
<u>Autres act. moyens ex</u>	-												
Main d'œuvre agricole				[bleu clair]									
Cueillette			[bleu]										
Chasse			[bleu]										
Petit Commerce	[bleu]						[bleu]						
Vente de bétail			[bleu]			[Pic]							
<u>Perturbations et aléas</u>													
Paludisme						[bleu clair]							
Accès difficile à la zone						[bleu clair]							
<b>Légende</b>													
			[ps]	[prép. du sol]			[se]	[semis]					
								[s]	[sarclage]				
												[r]	[récolte]

**Tableau 3 - Principaux cycles alimentaires, de revenus et de dépenses des ménages pauvres (source: Rapport de zonage des moyens d'existence, Fewsnat, Oct 2012)**

	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
<u>Aliments de base et sources</u>	-											
Manioc	PP	PP et AM				PP						
Maïs et arachides	-						PP					
<u>Principales sources de revenus</u>	-											
Main d'œuvre agricole												
Vente de coton												
Vente de vivriers												
Cueillette ou chasse												
<u>Dépenses principales</u>												
Achats aliments de base												
Dépenses scolaires										pic		
Légende	PP	Propre production			AM	Achats du marché			PN	Paiement en nature		

En conséquence des événements de décembre 2012 et mars 2013, le groupe cible a été défini comme illustré dans le tableau 4 ci-dessous.

**Tableau 4 - Détails des groupes cibles - zone de Dékoa**

<i>Groupes Cibles</i>	<i>Nombre</i>	<i>Emplacement</i>	<i>Caractéristiques essentielles</i>
<b>Petits agriculteurs Dékoa et axes</b>	3,000 à 4,600 ménages	Villages des axes et alentours de Dékoa	<p>Comptent généralement sur la production de vivriers (manioc, arachide, maïs, sésame) et la consommation et vente de produits de cueillette et chasse, pour la consommation et la vente.</p> <p>Les ménages les plus vulnérables dépendent du travail agricole comme principale source de revenus.</p> <p>La quasi-totalité de ces ménages se sont déplacé suite aux événements (fuite en brousse).</p>

## Section 5. **Système de marché crucial**

La méthodologie EMMA se base sur l'analyse de systèmes de marchés critiques. Dans une situation d'urgence, les systèmes de marchés dits 'critiques' sont ceux qui ont joué, jouent ou pourraient jouer un rôle majeur pour assurer la survie et/ou protéger les moyens de subsistance de la population cible.

L'objectif de cette analyse étant d'identifier les potentialités de réponses d'urgence et de relèvement précoce au travers de programmes de transferts monétaires, pour chaque zone une liste de marchés critiques envisageables a été établie en fonction de leur rôle important dans les moyens d'existence des populations en tant que marché de consommation fournissant également la source principale de revenus pour les ménages.

Afin de sélectionner un marché à analyser par zone, les marchés envisageables ont été pondérés en fonction des critères suivants :

- Marché répondant à un besoin urgent ou significatif ;
- Système de marché affecté par la crise ;
- Adéquation avec le mandat de l'organisation ;
- Cohérence des facteurs saisonniers ;
- Cohérence avec les plans du gouvernement et/ou des bailleurs de fonds ; et
- Options de réponse réalisables.

Au vu de ces critères, le marché de l'arachide a été sélectionné pour la zone de Dékoa, en tant que culture de rente et de consommation de la quasi-totalité de la population.

Ce système de marché a été étudié en comparant la situation de référence, déterminée par les répondants (année 2012) avec la situation actuelle telle qu'affectée par la crise.

Les questions analytiques clés pour analyser ce système de marché ont été définies comme suit :

- 1. Comment le marché de l'arachide fonctionne-t-il en situation de référence et en situation affectée ?**
- 2. Comment la disponibilité et l'accès des populations vulnérables à l'arachide ont-ils été affectés par rapport à une année normale ?**
- 3. Une intervention est-elle nécessaire pour aider les populations vulnérables à avoir accès à la nourriture et aux sources de revenus ? Si oui, quels sont les types d'intervention appropriés ?**

## Section 6. Cartographie du système de marché

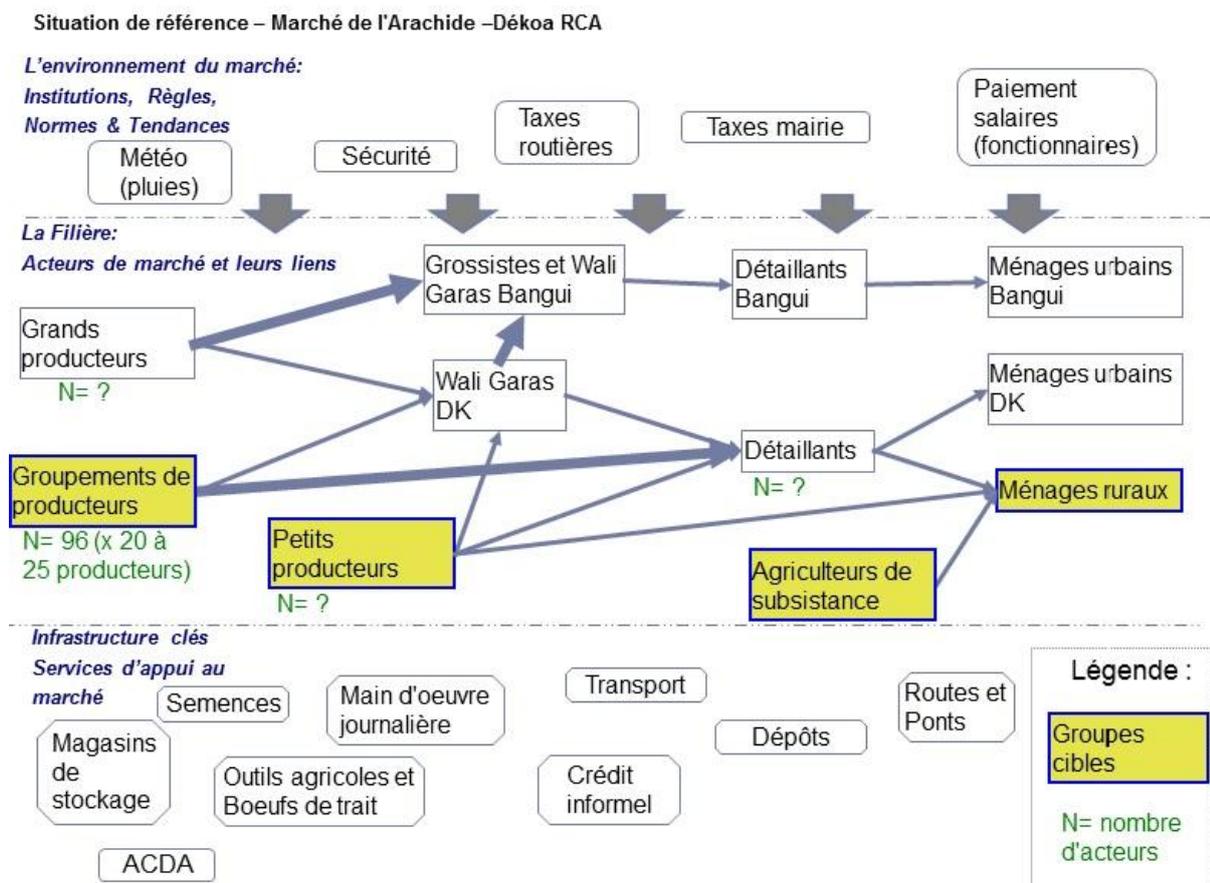


Figure 3 - Carte du système de marché de l'arachide dans la sous-préfecture de Dékoa en situation de référence (Août 2012)

Les composantes du système de marché de l'arachide à Dékoa :

La filière :

L'arachide produite dans la sous-préfecture de Dékoa suit deux circuits principaux : un circuit d'export à destination de Bangui et un circuit de commercialisation au niveau local.

Producteurs : Comme précisé ci-dessus, la quasi-totalité de la population rurale est productrice de vivriers. Les cultures se font généralement en association binaire voire ternaire : sur une même parcelle, les agriculteurs vont produire du manioc en association avec du maïs, de l'arachide et parfois du sésame. Les cultures monovariétales sont quasi-inexistantes chez la majorité des agriculteurs.

Il existe trois grands types de producteurs :

- Les grands producteurs commerciaux avec une surface cultivée supérieure à 2 hectares. La quasi-totalité de leur production est destinée à la vente, en général vers Bangui ;
- Les petits producteurs, beaucoup plus nombreux, cultivent des surfaces entre 0,25 et 0,5 hectare, parfois jusqu'à 1 hectare. Certains sont rassemblés en groupements de 20 à 25 producteurs (selon un représentant du département des Affaires Sociales, il existait 96 groupements avant les événements. Pour ces producteurs, en temps normal, entre 60 et

80% de la récolte est vendue, le reste étant stocké pour la consommation et pour les semences de la campagne suivante.

- Les agriculteurs de subsistance représentent les ménages les plus pauvres dont la principale source de revenu est constituée par le travail agricole et la vente des produits de chasse et cueillette.

Au niveau de la commercialisation, on retrouve donc deux chaînes distinctes : un circuit vers Bangui et un circuit pour la vente en local.

Pour la vente vers Bangui, il s'agit essentiellement de grossistes des marchés PK12 à Bégoua à la sortie de Bangui à l'ouest et au marché Combattants dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement à Bangui venant s'approvisionner soit directement ou par le biais d'un transporteur, soit se fournissant au travers des *wali-garas*. Ces marchandes font l'intermédiaire entre les producteurs et les grossistes de Bangui, mais elles peuvent aussi revendre elles-mêmes au détail sur le marché de Dékoa. L'arachide produite à Dékoa et destinée à l'export vers Bangui est, le plus souvent, transportée par des *wali garas* locales jusqu'au marché de Sibut, où elle est ensuite rachetée par les grossistes de Bangui, par l'intermédiaire parfois des *wali garas* de Bangui.

Au niveau de Bangui, il existe 2 dépôts principaux, un au marché PK12 et un autre au marché Combattants. En année normale, chaque dépôt reçoit de la sous-préfecture de Dékoa, sur toute la campagne, environ 2 000 sacs dits 'farine' d'arachide en coque, et 5000 sacs farine d'arachide en graines. Dès le mois d'août, 50 à 60 sacs sont reçus chaque jour d'arachide sous forme de coque. Progressivement, cette quantité diminue jusqu'au mois de décembre, alors que dès le mois de septembre-octobre, l'arachide coque est remplacée par l'arachide graine, qui est reçue de manière régulière jusqu'au mois de mars.

Les prix de vente au niveau des dépôts de Bangui en août 2012 étaient de 14,000 FCFA par sac farine et 3,000 FCFA par cuvette pour l'arachide coque, et de 35,000 FCFA/sac et 9,000FCFA par cuvette pour l'arachide graine.

Sur le marché de Dékoa, l'arachide est écoulé soit par les *wali garas* (une cinquantaine de commerçantes en temps normal sur le marché central de Dékoa) qui l'achemine vers Bangui, soit en vente directe du producteur au ménage consommateur (ceci étant essentiellement le cas dans les marchés secondaires dans les villages le long des axes).

#### L'environnement du marché :

Parmi les normes, règles, institutions et tendances influençant fortement la filière en situation de référence, on note :

- Les affaires sociales : cette institution étatique est chargée notamment de l'institutionnalisation des groupements de producteurs.
- Les aléas climatiques, notamment les pluies, évidemment nécessaires aux productions agricoles (pluviales pour la plupart), mais qui jouent également un rôle dans la durée de séchage de l'arachide.

- Les différentes taxes : taxes communales prélevées par la mairie pour l'occupation des espaces sur les marchés, taxes de transport.
- Paiement des salaires des fonctionnaires et salariés : comme il sera vu plus loin, la demande est fortement dépendante du paiement régulier des salaires en zones urbaines, notamment à Bangui mais également à Dékoa, affectant le pouvoir d'achat des ménages non producteurs.
- Sécurité : comme précisé plus haut, la sécurité est un élément primordial ayant un impact très fort sur le fonctionnement du marché et des échanges commerciaux.

Les infrastructures et services clés :

- Pour la production : la disponibilité en semences, en outils aratoires, bétail de trait et en main d'œuvre journalière, l'appui technique fourni par l'ACDA et la sous-fédération des producteurs de Dékoa sont des éléments cruciaux pour la production.
- Du côté de la commercialisation, celle-ci est très dépendante des infrastructures et services de transport. Comme il a été cité précédemment, l'état des routes sur les axes secondaires est médiocre à mauvaise, en particulier pendant la saison des pluies, et influe beaucoup sur les coûts de transport. L'insécurité influe également sur la disponibilité de ces services.
- Sur les places de marché, l'accès aux dépôts de stockage sécurisés est aussi un élément essentiel pour les détaillants.
- Peu d'acteurs font appel au crédit formalisé, préférant les échanges de crédits informels (entre commerçants par exemple).

La carte ci-dessous présente ce même système de marché de l'arachide tel qu'affecté par la crise. L'analyse des ruptures et contraintes majeures ayant fait suite aux événements sera développée dans la section suivante (Section 7 – Principaux résultats de l'analyse).

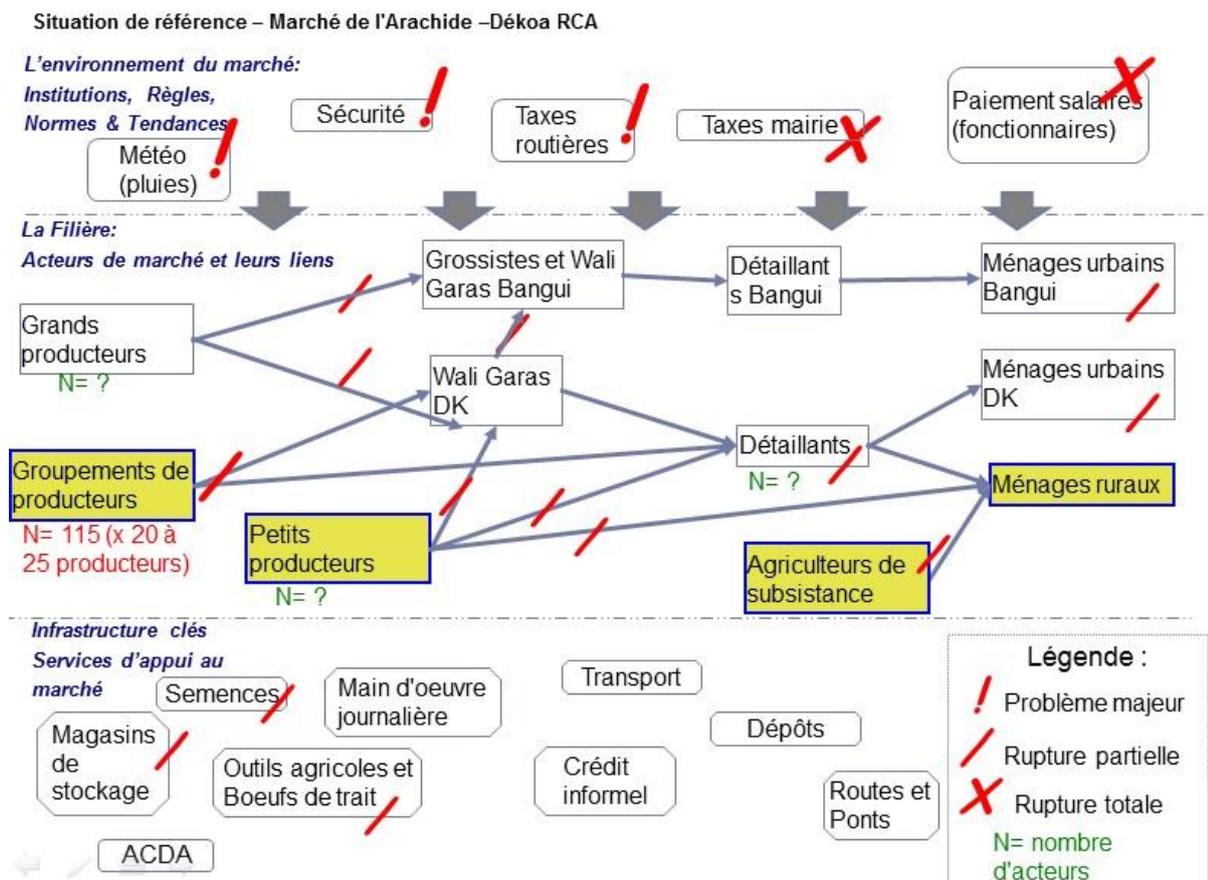


Figure 4 - Carte du système de marché de l'arachide dans la sous-préfecture de Dékoa en situation affectée par l'urgence (Août 2013)

## Section 7. Principaux résultats de l'analyse

Cette section se propose d'analyser le besoin et le marché en répondant aux questions analytiques clés définies plus haut.

En raison des contraintes précédemment citées, il a été très difficile d'obtenir des informations chiffrées fiables quant à la quantification des volumes disponibles et échangés sur les marchés ainsi que des profils économiques des ménages. Pour ces derniers, l'absence d'information secondaire a également constitué un frein considérable. De même, des problèmes de cohérence ont été rencontrés au niveau des informations chiffrées collectées au travers des questionnaires individuels auprès des producteurs et petits commerçants (manque d'alphabétisation, réponses biaisées par les enquêtes précédentes). Les contraintes de temps et de capacité de l'équipe n'ont pas permis de pallier à ces difficultés.

Afin de ne pas fausser l'analyse en utilisant des extrapolations risquées dans ce contexte, il a été décidé de se concentrer essentiellement sur des données qualitatives collectées et triangulées au travers de tous les entretiens menés, donnant un aperçu des tendances et des contraintes rencontrées par les différents acteurs.

## 1. Contraintes pesant sur la production

En temps normal, les rendements moyens sont estimés entre 150 et 200 cuvettes d'arachide en coque par hectare pour avec un semis de 5 cuvettes. En revanche, cette année, les rendements moyens estimés sont d'environ 80 cuvettes par hectare avec la même quantité de semis. Cette baisse de rendement s'explique par une combinaison de facteurs directement liés à la crise.

D'abord, les travaux de préparation et d'entretien des champs ont été perturbés. En effet, la plupart des agriculteurs avaient abandonné leurs parcelles au moment des événements et n'y sont revenus que de manière sporadique, par crainte des attaques. Les stocks de semences et d'outils ont été pillés, ainsi que le bétail pour les quelques agriculteurs plus aisés possédant du bétail de trait. De plus, les seules parcelles cultivées ont vu leur superficie diminuer drastiquement.

Pour les agriculteurs ayant planté en mars-avril (environ 30% des agriculteurs<sup>1</sup>), les récoltes ont été particulièrement mauvaises en raison d'un manque de pluie. Les agriculteurs ayant planté plus tard (en avril-mai) ont aussi vu leur production affectée par le manque de pluie mais en proportion inférieure.

La plupart des agriculteurs ont cité la mosaïque et autres maladies culturales comme raison principale de la mauvaise qualité de l'arachide récoltée à partir d'août 2013 (arachide rabougrie moisissant parfois en terre).

La production de 2013, malgré sa faible qualité, et en raison de sa faible quantité, est préférablement gardée pour la consommation propre et stockée les semences plutôt que vendue, d'où un risque de mauvais semis à la prochaine saison. De plus, les stocks de consommation semblent avoir diminué de manière significative, passant de 6 ou 7 mois à 2 ou 3 mois. La part commercialisée sera potentiellement vendue de manière précoce, au moment où les prix sur le marché sont les plus bas (afflux de produits sur le marché au moment de la récolte). On anticipe ainsi une perte de revenus précoce pour les producteurs.

Dans beaucoup de villages, le nombre de petits producteurs a chuté suite aux événements (perte de stocks et impossibilité de replanter, fuite).

En situation de référence, la main d'œuvre est généralement payée pour la moitié en espèces et pour l'autre moitié en nature (repas), notamment lors des travaux de préparation des sols et de semis ; à la récolte, le paiement se fait plutôt en espèces. En situation affectée par l'urgence, les paiements se font davantage en nature et sont inférieurs à la situation normale, ceci pour cause de raréfaction de la masse monétaire disponible. Ceci s'est traduit par une perte de revenue immédiate pour les ménages dépendant du travail agricole comme principale source de revenus.

## 2. Contraintes pesant sur la commercialisation

La commercialisation a été doublement impactée par la crise, car cette dernière a eu des effets négatifs tant au niveau de l'offre que de la demande.

En situation normale, les producteurs vendent une grande partie de leur production (60 à 70%), en conservent pour leur propre consommation (à hauteur de 15%) et pour stocker des semences pour la saison suivante (8%). En situation affectée par la crise, ces proportions s'inversent : la part consacrée à la vente diminue très fortement (35%), alors que la part consacrée au stock de consommation et de semences augmente (respectivement 40% et 25%). Il est à noter que la portion de production vendue change de destination : dirigée normalement vers Bangui par l'intermédiaire des *wali garas*, elle est ramenée à une vente locale (dans la sous-préfecture de Dékoa), en général sans intermédiaire. Ceci est lié à 2 facteurs essentiels liés au transport notamment : d'une part, la

---

<sup>1</sup> Rapport d'évaluation rapide d'ACF, janvier 2013.

situation sécuritaire sur le trajet entre Dékoa et Bangui a fait chuter drastiquement le nombre de *wali garas* venant de Bangui pour s'approvisionner auprès des producteurs de Dékoa ; d'autre part, le facteur risque et la multiplication des péages/barrières routiers sur l'axe Dékoa-Bangui a entraîné une forte hausse des coûts du transport (passant de 3,500 FCFA à 5,000 FCFA par sac farine), ce qui a amené les producteurs à vendre plutôt localement pour éviter de rajouter de forts coûts de transport à des prix de vente déjà affectés par le manque d'acheteurs (baisse du pouvoir d'achat) et la mauvaise qualité de la récolte.

Raréfaction des acheteurs : les potentiels clients (*wali garas* de Bangui, détaillants locaux et consommateurs locaux) se sont raréfiés. Les raisons principales en sont la baisse du pouvoir d'achat des ménages (baisse des revenus suite aux événements, non-paiement des salaires), davantage de contraintes de transport et une situation sécuritaire instable favorisant un climat de méfiance voire de peur : la plupart des acheteurs de Bangui ne font plus le déplacement jusqu'à Dékoa par crainte des vols sur la route.

D'ordinaire, les producteurs vendent en 3 temps : une première vente à la récolte, au moment où les prix sont les plus bas mais en fin de période de soudure quand les stocks de nourriture sont épuisés ; puis une deuxième à la période de fêtes (décembre), et enfin, pour ceux qui ont pu stocker suffisamment, une troisième vente au moment où la disponibilité est la plus basse sur le marché, et donc lorsque les prix sont plus élevés, vers le mois de mars. Cette situation risque d'être modifiée après la récolte 2013, les stocks destinés à la vente étant très diminués. Ainsi, il devrait y avoir, pour ces petits producteurs locaux, un pic de vente au moment de la récolte, puis très peu de ventes en avançant dans la saison.

Au niveau des acteurs commerçants, en situation de référence, les *wali garas* de Bangui se déplacent à Dékoa pour s'approvisionner en arachide, qu'elles achètent soit en coque (dans quel cas, elles s'occuperont elles-mêmes du décorticage afin de le revendre en grains), soit déjà décortiqué en grains. Cela dépend en général de la période : au moment de la récolte, les producteurs vendront une partie de leur production en coque, mais en avançant dans le temps, la majorité de l'arachide vendue par les producteurs le sera en grains. Arrivées à Bangui, les *wali garas* revendent l'arachide aux grossistes, souvent à crédit (remboursé sous une semaine). Le marché de prédilection pour l'arachide de la Kémo à Bangui est le marché PK12 (potentiellement en raison de sa situation géographique : historiquement, les grossistes et les *wali garas* s'y retrouvaient car il est situé à l'entrée de la ville par la route venant de Dékoa. Ceux-ci revendent ensuite aux détaillants à Bangui qui revendent aux consommateurs finaux.

Cependant, après les événements, le nombre de *wali garas* venant de Bangui pour s'approvisionner à Dékoa a drastiquement diminué, et ce même après plusieurs mois (situation toujours prévalente en août 2013). Cela est dû aux risques de vol sur le trajet, ainsi qu'à la multiplication des péages et formalités, qui ont considérablement accru le coût du transport. De même, les impacts de la crise à Bangui se sont fait ressentir dans le pouvoir d'achat des consommateurs finaux (retards de paiement dans les salaires notamment).

Sur le marché de Bangui, au moment de l'étude (août 2013), aucun sac n'avait encore été livré aux dépôts principaux. Alors qu'en année normale, les dépôts commencent à recevoir de l'arachide de la Kémo dès le début du mois d'août, cette année, au cours du mois, on notait des retards pour cette provenance, essentiellement pour l'arachide venant de Dékoa. Les grossistes expliquaient ce problème par les récoltes tardives et également par les contraintes liées au transport.

Au niveau des prix, impactés par les limitations d'offre mais aussi de demande, tous les acteurs de la chaîne de commercialisation devraient voir leurs marges affectées.

Au niveau du marché local de Dékoa, il a été quasiment impossible de rencontrer des petits commerçants ou des *wali garas*, une des raisons se trouvant notamment dans le timing du travail de terrain, celui-ci ayant eu lieu lors des festivités de fin de Ramadan, associés à des tirs sporadiques,

effrayant la population qui a alors très peu fréquenté le marché local.

Néanmoins il a pu être constaté une diminution de 50% du nombre de détaillantes d'arachide sur le marché, essentiellement due au manque d'offre et à la fuite de la plupart d'entre elles vers d'autres régions, notamment Bangui. La quasi-totalité des commerçants rencontrés lors de l'étude se trouvaient sur les axes, dans les villages.

De fait, la capacité du marché à reprendre un fonctionnement normal dans un temps raisonnable n'a pas pu être confirmée lors de cette étude et devra faire l'objet d'une évaluation ultérieure, une fois la récolte achevée, pour mettre à jour et approfondir les résultats de la présente EMMA.

## Section 8. Analyse de la réponse et recommandations

Cette section a pour objectif d'analyser les options de réponses envisageables au vu des éléments apportés par l'analyse des contraintes du marché. On va ainsi chercher à répondre à la dernière question analytique clé sur les interventions les plus appropriées.

**Tableau 5 - Options de réponse**

Option de réponses	Avantages	Désavantages	Faisabilité et calendrier
<b>Mettre à jour les résultats de l'EMMA après récolte et Réaliser une EMMA sur autres spéculations clés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour des résultats de la présente EMMA</li> <li>- Approfondissement des problèmes n'ayant pas pu être entièrement analysés (capacité du marché essentiellement)</li> <li>- Analyse des autres spéculations (maïs) et des potentialités de compensation par cette spéculation des pertes sur l'arachide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite les compétences techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte</li> <li>- Court terme</li> </ul>
<b>Cash For Work pour la réhabilitation des infrastructures (routes, places de marché)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désenclavement des axes secondaires</li> <li>- Source de revenu complémentaire pour ménages bénéficiaires : relance de la demande et accès financier au marché facilité</li> <li>- Facilitation de la reprise des services de transport et diminution des coûts liés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisable uniquement pendant la période 'creuse' agricole (quand activités réduites)</li> <li>- Afflux de cash et risques liés aux distributions</li> <li>- Risques d'inflation</li> <li>- Nécessite une reprise des échanges commerciaux (ou envisager Food for Work)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte</li> <li>- Moyen terme</li> </ul>

<b>Transferts monétaires d'urgence (cash ou coupons vivres) pour les ménages vulnérables sans force de travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relance de la demande</li> <li>- Accès facilité aux aliments de base sur le marché</li> <li>- Inclusion de ménages sans force de travail (exclus du CFW)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité liée à la circulation de cash : risque de vol, intimidation</li> <li>- Risques d'inflation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible / moyenne (suivant reprise du marché)</li> <li>- Moyen terme</li> </ul>
<b>Transferts en espèces pour les petits commerçants (stock grants)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compense la perte de capital liée à la baisse de la demande</li> <li>- Permet une augmentation des stocks en prévision de programmes de transferts monétaires (augmentation de la demande), notamment par l'approvisionnement dans zones éloignées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité : risques de vols, pillages de stocks, intimidations</li> <li>- Nécessite des capacités de stockage et d'écoulement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyenne</li> <li>- Moyen terme</li> </ul>
<b>Appui à la production agricole : encadrement technique, fourniture d'intrants essentiels, remplacement des actifs productifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relance de la production agricole (en quantité et qualité)</li> <li>- Ré-augmentation des superficies cultivées</li> <li>- Accès facilité aux intrants de qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite un suivi technique rapproché</li> <li>- Risques de mauvaise utilisation</li> <li>- Dépendance des producteurs vis-à-vis des ONG</li> <li>- Nécessite un rétablissement du sentiment de sécurité relative (retour sur zones agricoles, entente avec les éleveurs transhumants, etc)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte</li> <li>- Moyen / long terme</li> </ul>
<b>Services d'information sur le marché</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation d'information pour une prise de décision réfléchie</li> <li>- Augmentation du pouvoir de négociation de tous les acteurs</li> <li>- Renforcement des capacités</li> <li>- Intégration des acteurs de la filière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite une étude des modalités de transfert de l'information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyenne / Forte</li> <li>- Moyen / long terme</li> </ul>

Tableau 6 - Recommandations de réponse

Activité	Risques et hypothèses	Calendrier	Effets sur le marché et les populations	Indicateurs
<p>Mettre à jour les résultats de l'EMMA après récolte et Réaliser une EMMA sur autres spéculations clés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite les compétences techniques</li> </ul>	<p>Court terme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour des résultats de la présente EMMA</li> <li>- Approfondissement des problèmes n'ayant pas pu être entièrement analysés (capacité du marché essentiellement)</li> <li>- Analyse des autres spéculations (maïs) et des potentialités de compensation par cette spéculation des pertes sur l'arachide</li> <li>- Ajustement des programmes d'urgence et relèvement précoce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de suivi et d'analyse</li> </ul>
<p>CFW pour la réhabilitation des infrastructures (routes, places de marché)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité des distributions de cash</li> <li>- Disponibilité de la force de travail</li> </ul>	<p>4 mois de septembre à décembre (avant travaux champêtres)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation des infrastructures : effets multiplicateurs (facilitation des services de transport,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de bénéficiaires</li> <li>- Nombre de sites réhabilités (kilomètres, etc)</li> </ul>

	- <b>Risque d'inflation</b>		<b>amélioration de l'intégration du marché)</b> - <b>Génération de revenus</b>	- <b>Montants distribués par bénéficiaire et utilisation de ce revenu</b> - <b>Reprise des services de transport</b>
<b>Surveillance des marchés (prix, disponibilité)</b>	- <b>Projet existant : besoin de pérennité</b>	<b>Continu</b>	- <b>Ajustement des programmes d'urgence et de relèvement précoce</b>	- <b>Bulletins mensuels</b>
<b>Services d'information sur le marché</b>	- <b>Accessibilité pour les communautés des axes (éloignées de Dékoa)</b>	<b>Continu</b>	- <b>Circulation d'information pour une prise de décision réfléchie</b> - <b>Augmentation du pouvoir de négociation de tous les acteurs</b> - <b>Renforcement des capacités</b> - <b>Intégration des acteurs de la filière</b>	- <b>Nombre de ménages touchés</b> - <b>Nombre de sessions de sensibilisations</b> - <b>Niveau d'information accessible pour tous les acteurs de la filière</b>
<b>Recommandations pour la relance économique des groupes cibles producteurs d'arachide (moyen/long terme)</b>				
<b>Soutien / plaidoyer pour la réinstallation des services techniques (réouverture des bureaux, relance des capacités)</b>	- <b>Dépend fortement de la situation sécuritaire et politique</b>	<b>Dès que possible</b>	- <b>Promouvoir les services techniques locaux et leur remise en marche</b> - <b>Utilisation des</b>	- <b>Retour des agents des services techniques (ACDA, autres)</b> - <b>Reprise des activités de support technique</b>

			compétences locales	
<b>Renforcement des capacités de production par un accompagnement technique, notamment sur l'utilisation des semences améliorées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite un suivi rapproché de la part des services d'encadrement technique (disponibilité sur place)</li> </ul>	Dès que les services techniques ont retrouvé leurs capacités Continu (long terme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les pratiques culturelles</li> <li>- Renforcer le lien entre services techniques et groupements/producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de séances de formation</li> <li>- Nombre de visites de suivi</li> <li>- Nombre de producteurs touchés par ces séances et visites</li> </ul>
<b>Accompagnement financier des groupements pour la facilitation des travaux de préparation et d'entretien des parcelles (recrutement main d'œuvre)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un système de micro-crédit ou simple transfert monétaire</li> <li>- Sécurité</li> </ul>	De décembre/janvier à août/septembre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'embauche des travailleurs journaliers agricoles sur les parcelles (réduire les contraintes sur les producteurs et augmenter les opportunités d'embauche des ménages plus vulnérables)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de groupements/producteurs bénéficiaires</li> <li>- Augmentation de la main d'œuvre recrutée</li> <li>- Niveau de salaire de la main d'œuvre journalière</li> </ul>
<b>Remplacement des actifs productifs (outillage, bétail de trait) par l'organisation de foires agricoles (système de coupons)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin de confirmer au préalable la disponibilité des vendeurs et produits sur le marché local</li> </ul>	De décembre à Mars (travaux de préparation des parcelles)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le lien entre les acteurs du marché</li> <li>- Promouvoir des achats locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de bénéficiaires</li> <li>- Nombre de commerçants impliqués</li> <li>- Augmentation et amélioration des</li> </ul>

				<b>actifs productifs des groupements/producteurs</b>
<b>Support à la provision de semences améliorées en lien avec centres ICRA (puis récupération d'une partie des semences pour redistribution lors de la prochaine campagne)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessite le fonctionnement de l'ICRA (impact de la situation politico-sécuritaire)</li> <li>- Nécessite un accompagnement technique des producteurs</li> </ul>	<p><b>A partir des mois de janvier/février</b></p> <p><b>Long terme</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la culture de variétés améliorées</li> <li>- Améliorer les rendements (possible doublement des rendements par rapport aux variétés traditionnelles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de groupements/producteurs bénéficiaires</li> <li>- Augmentation des rendements</li> <li>- Amélioration des pratiques culturelles et de leur acceptation</li> <li>- Suivi post-récolte</li> </ul>
<b>Suivi des contraintes liées au transport</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En complément des programmes d'urgences (CFW pour la réhabilitation des routes notamment)</li> </ul>	<p><b>Dès que possible</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi de l'impact des programmes de CFW pour la réhabilitation des routes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reprise des activités de transport à tous niveaux (pousse-pousse, vélos, véhicules)</li> <li>- Suivi du coût du transport</li> </ul>

## ANNEXE 1 - BIBLIOGRAPHIE

---

- FAO & PAM** – *Evaluation rapide de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine*, Juin 2013
- FEWSNET** – *Activité de zone 'plus' de moyens d'existence de la République Centrafricaine*, un rapport spécial du réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Fews Net), Octobre 2012
- FEWSNET** – *Central African Republic, Desk Review*, Mai 2012
- FEWSNET** – *Central African Republic, Remote Monitoring Update*, Juin 2013
- OCHA** – *Rapports de situation*, 2013
- PAM** – *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire*, République Centrafricaine, Décembre 2009
- PAM** – *Analyse du Fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages*, République Centrafricaine, Septembre 2011
- UNFPA** – *Projections recensement population*, 2012
- ACF, FAO, PAM** – *Bulletin de suivi des prix*, Avril à Juin 2013
- ACF** – *Bulletin d'information, Surveillance Multisectorielle*, Juin 2013

### Dékoa :

- ACF** – *Rapport d'évaluation d'urgence Kémo*, Janvier 2013
- ACF** – *Rapport d'évaluation d'urgence Kémo*, Avril 2013
- ACF** – *Rapport préliminaire d'évaluation des besoins en sécurité alimentaire et en nutrition*, Préfecture de la Kémo, Juin 2013
- ACF** – *Rapport d'évaluation rapide multisectorielle (RRM) dans la préfecture de la Kémo*, Avril 2013

### Kaga Bandoro :

- IRC** – *Compte-rendu des ateliers sur la commercialisation des produits agricoles dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro*, 2012
- IRC** – *Présentation des résultats de l'analyse filière et des moyens d'existence*, Sous-préfectures de Nana Gribizi, Bocaranga, Ngaoundaye, Septembre 2011

### Kabo :

- Solidarités International** – *Rapport intermédiaire d'évaluation en sécurité alimentaire, ville de Kabo et sites de déplacés, préfecture de l'Ouham*, Avril 2013
- Solidarités International** – *Evaluation de la situation en sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Kabo*, Avril 2013
- Solidarités International** – *Evaluation de l'évolution de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence sur les axes Kabo-Ouandago et Kabo-Batangajo*, Juin 2013



**ANNEXE 3 – LISTE DES PARTICIPANTS A LA FORMATION, BANGUI, 2 AU 5 AOUT 2013**

Organisation	Prénom & Nom	Fonction	Tél	Email
ACF	Abeshaw Tedesse	Coordinateur sécurité alimentaire	72251292	<a href="mailto:fsco@cf.missions-acf.org">fsco@cf.missions-acf.org</a>
ACF	Cécilia Blaustein	Responsable Programme Surveillance	70551678	<a href="mailto:expertsurveillance@cf.missions-acf.org">expertsurveillance@cf.missions-acf.org</a>
ACTED	Clémentine Moiroud	Chargée développement projets	72687971	<a href="mailto:clementine.moiroud@acted.org">clementine.moiroud@acted.org</a>
ACTED	Younoussa Ali	Assistant chef de projet	72153016	<a href="mailto:ali.younoussa@hotmail.fr">ali.younoussa@hotmail.fr</a>
COOPI	Félicien Arthur Djambly Sangui	Superviseur	75041674 / 77910291	<a href="mailto:sanghasangha@yahoo.fr">sanghasangha@yahoo.fr</a>
IRC	Chanèle Boulet-Gauthier	Programs & Grants Manager	72136729	<a href="mailto:chanele.boulet-gauthier@rescue.org">chanele.boulet-gauthier@rescue.org</a>
IRC	Cyrille Bertrand Isseni	Agent AGR	72219983 / 75700032	<a href="mailto:iscybert2012@yahoo.fr">iscybert2012@yahoo.fr</a>
IRC	Didier Poutya	Manager national ERD (KBD)	72161424 / 75327340	<a href="mailto:poudis2003@yahoo.fr">poudis2003@yahoo.fr</a>
IRC	Narcisse Mbassinga	Manager national RDE	72147901 / 75254182	<a href="mailto:mbassinganarcissegervais@yahoo.fr">mbassinganarcissegervais@yahoo.fr</a>
Mercy Corps	Allison Heyes	Gestionnaire	70997535	<a href="mailto:aheyas@cr.mercycorps.org">aheyas@cr.mercycorps.org</a>
Mercy Corps	Apollinaire Bahole	Gestionnaire de programme Résilience	70168104	<a href="mailto:abahole@cr.mercycorps.org">abahole@cr.mercycorps.org</a>
Mercy Corps	Arthur Mbosso	Chargé de suivi / évaluation	72574679	<a href="mailto:marthursylvain@yahoo.fr">marthursylvain@yahoo.fr</a>

Mercy Corps	Dushime Jean-Pierre	Officier de programme	75896110	<a href="mailto:jdushime@cr.mercycorps.org">jdushime@cr.mercycorps.org</a>
Mercy Corps	Jacques Thierry Massengue	Chargé de suivi / évaluation	70057796	<a href="mailto:massengueth@gmail.com">massengueth@gmail.com</a>
Mercy Corps	Whitney Elmer	Programs Coordinator	70180108	<a href="mailto:welmer@cr.mercycorps.org">welmer@cr.mercycorps.org</a>
PAM	Donatien Pandikuziku	Chargé d'évaluation	75508292	<a href="mailto:donatien.pandikuziku@wfp.org">donatien.pandikuziku@wfp.org</a>
PAM	Eric Relkian	Assistant VAM	70552217 / 75057714	<a href="mailto:eric.relkian@wfp.org">eric.relkian@wfp.org</a>
RCO / PNUD	Brou Djekou	Spécialiste de programme Relèvement Précoce	75011442 / 70953478	<a href="mailto:djekou.brou@undp.org">djekou.brou@undp.org</a>
Solidarités International	Manuel Vaxelaire	RP Sécurité Alimentaire	75464602	<a href="mailto:kbo.rp.sa@solidarites-rca.org">kbo.rp.sa@solidarites-rca.org</a>

**ANNEXE 4 – MEMBRES DE L'EQUIPE EMMA ACF**

Prénom & Nom	Fonction
Emmeline SAINT	Consultante EMMA
Cécilia BLAUSTEIN	Responsable Programme Surveillance (team leader EMMA)
José Wilfried NDETI	Adjoint responsable programme
Giraud DIPOU	Enquêteur surveillance
Léa NDROU	Enquêteur surveillance
Antoine TOULOUBE	Enquêteur surveillance
Edmond LAKONDJI	Enquêteur surveillance
Vincent WANINGAYE	Enquêteur surveillance

## ANNEXE 5 – QUESTIONNAIRES

### *Guide d'entretien pour les informateurs clés*

#### **Situation de référence : la structure normale et le fonctionnement du système de marché**

##### **Acteurs du marché**

- 1 Pourriez-vous les étapes fonctionnelles et les personnes ou entreprises concernées par l'obtention de l'arachide sur le marché, c'est-à-dire les producteurs, vendant par l'intermédiaire des commerçants et de ces intermédiaires vers les consommateurs ?
- 2 Quelles sont, dans une année normale, les prix généralement payés dans toute la chaîne de marché, à cette époque de l'année ?

##### **Fournisseurs de services**

- Y a-t-il des services importants fournis par d'autres entreprises qui soutiennent ou rendent cette chaîne de marché viable ? (*par exemple les fournisseurs d'intrants, les services de transport, les installations de stockage, les communications, les services financiers, les places de marché*)

##### **Institutions, règles et normes**

- Quelles lois, règles formelles ou réglementations ont une grande influence (positive ou négative) sur le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement ?
- Y a-t-il des pratiques informelles de douane, des habitudes et les pratiques qui façonnent les relations (par exemple, instaurer la confiance) entre les acteurs du marché ?

##### **Performance de référence du système de marché**

Section 9. Quels sont les mois où la demande est la plus forte, dans une année normale? Et ceux où la demande est plus basse ?

Section 10. Pourriez-vous estimer la production totale combinée locale que le marché a échangé la saison dernière (au niveau national et local) ?

Section 11. Le prix de l'arachide change-t-il en fonction de la saison ? A quelles périodes de l'année les prix sont-ils généralement les plus hauts et les plus bas ? Quels seraient les prix moyens à cette époque de l'année ?

**Section 12.** Quel est le volume de stock généralement disponible dans une année normale ?

##### **Compétition et intégration**

- Y a-t-il des points dans la chaîne d'approvisionnement où un ou deux acteurs du marché (commerçants par exemple) sont capables de dominer ou de contrôler l'offre et pour autant de fixer les prix des marchandises ?
- Le schéma des variations saisonnières des prix dans la zone touchée a-t-il tendance à se rapprocher du modèle dans d'autres régions ou dans la capitale (une fois les frais de transport pris en compte) ? Si non, pourquoi pensez-vous que les variations de prix saisonnières dans cette zone sont différents d'autres zones ?

### Situation affectée par l'urgence

9. Quels sont les impacts / changements qui sont apparus dans les voies d'approvisionnement du producteur au consommateur par l'intermédiaire d'un commerçant ?
10. Comment la situation d'urgence a-t-elle affecté les services importants mentionnés précédemment, les services publics importants ou les infrastructures publiques ?
11. Quelle est la perte de marge dans les affaires en situation d'urgence ? Quels sont les coûts des entreprises qui augmentent et de combien ? (*par exemple, carburant, stockage, acquisition, travail, etc*)
12. L'accès des commerçants à la production locale a-t-il changé et pourquoi ?
13. Pour l'arachide, les prix ont-ils augmenté, diminué ou sont-ils restés stables, par rapport à l'évolution normale à cette époque de l'année ? Précisez dans quelle mesure.
14. Quelle est la quantité d'arachide actuellement disponible en stock ?
15. Comment les acteurs de la chaîne de marché se sont-ils adaptés au choc ?
16. La situation d'urgence a-t-elle affecté la façon dont les fournitures et les prix sont contrôlés et si oui, comment ? (*par exemple en réduisant le nombre d'entreprises en activité ou en limitant les options de transport*)
17. Si une plus grande demande dans la zone d'urgence était garantie, dans quelle mesure seriez-vous capables d'augmenter vos achats / votre volume d'affaire dans la région touchée ?
18. Y aurait-il encore certains groupes de consommateurs qui seraient difficiles à fournir, par exemple en raison des risques élevés, de la faiblesse des infrastructures, des routes en mauvais état, etc ?

### *Guide d'entretien pour les commerçants détaillants*

1. Comment vos affaires se portent-elles ? Quel est l'impact de la crise sur votre entreprise ? Comment les commerçants et la communauté en général font-ils face à ces moments difficiles ?
2. Quels sont les produits / articles que vous vendez depuis le début de la crise ? Combien / en quelle quantité ?
3. Combien / quelle quantité vendez-vous normalement à cette époque de l'année ?
4. Quel est le niveau de votre stock ? Est-ce plus ou moins que la normale pour vous ?

#### **Vos clients / acheteurs**

5. Qui sont vos clients ? Qu'est-ce qui les caractérise ? (NB : « Client » désigne une personne qui vous achète, pas nécessairement l'utilisateur final)
6. Combien de clients avez-vous ces temps-ci ? (*Par exemple, nombre de transactions par semaine*)
7. Combien de ventes avez-vous effectuées à la même époque de l'année avant la crise ?
8. Comment la crise affecte-t-elle la demande de vos clients pour des produits/ articles particuliers ?
9. Quel est votre prix de vente actuel ? Quel était votre prix de vente l'année dernière ?

#### **Crédit / dette**

10. Avant la crise faisiez-vous normalement crédit à vos clients ?
11. Permettez-vous à tous vos clients de disposer d'un crédit aujourd'hui ?
12. Quelle somme vous est due, au total, par vos clients ? Combien cela représente t-il de semaines de revenu ?
13. Avant la crise obteniez-vous du crédit auprès de vos fournisseurs ?
14. Êtes-vous toujours en mesure d'obtenir ce crédit
15. Combien devez-vous à vos fournisseurs ? Combien de semaines d'approvisionnement ?

#### **Vos fournisseurs**

16. Qui et où sont vos fournisseurs ?
17. Est-ce que cela a changé depuis le début de la crise ?
18. Y a-t-il des facteurs saisonniers influant sur les prix qui vous affectent lorsque vous achetez des intrants et des fournitures ? Les prix de vos fournisseurs ont-ils changé depuis le début de la crise ? De combien ?
20. Si la demande de vos clients augmentait, à quelle vitesse pourriez-vous satisfaire :  
a) la même quantité qu'avant ; b) le double de la quantité ; c) trois fois plus ?
21. Pensez-vous que vous auriez à payer plus cher qu'avant pour obtenir ces fournitures /intrants ?

#### **Vos coûts professionnels (transport, stockage, loyers, etc.)**

22. Quels sont les principaux coûts que vous engagez dans votre entreprise en dehors de vos achats ? (*Par exemple, transport, stockage, locaux, travail, licences*)
23. Quel est l'impact de la crise sur ces coûts ?

#### **Vos concurrents (autres entreprises)**

24. Combien d'autres entreprises (commerçants) vendent les mêmes produits / articles que vous dans la même zone locale ?
25. Quelle « part » estimez-vous avoir du marché total de la région que vous desservez ?
26. Y a-t-il des zones voisines qui ne reçoivent pas d'approvisionnement régulier du marché ? Si oui, pourquoi ?

**Diagnostics des infrastructures**

27. Quels sont les principaux problèmes auxquels vous êtes confrontés pour faire des affaires aujourd'hui ?
28. Y a-t-il des restrictions sur l'endroit où vous pouvez déplacer les marchandises à vendre ou les biens à acheter ? Des réglementations du marché ? Lequel de ces problèmes est lié à l'impact de la crise ?
29. À votre avis, qu'est-ce qui pourrait être fait pour résoudre tous ces problèmes, en particulier ceux liés à l'impact de la crise ? Quelles sont les mesures potentielles immédiates et à long terme qui peuvent être prises pour remédier à la situation ?

*Guide d'entretien pour les producteurs*

1. Type d'arachide cultivée (variété)
2. Estimation d'une production moyenne (année normale et cette année)
3. Part de la production vendue ?  
Part de la production consommée ?  
Part conservée pour les semences
4. A quel moment vendez-vous l'arachide produite ?
5. Combien d'argent vous rapporte la vente de l'arachide ?
6. Quels sont les dépenses effectuées avec cet argent ?
7. Combien de temps vous dure votre stock d'arachide dédié à la consommation ?
8. A qui vendez-vous l'arachide ? Type d'acteur, nombre moyen d'acteurs, où sont-ils ?
9. Quelles sont les modalités de paiement (crédit, argent, nature) ?
10. A quel prix vendez-vous l'arachide par saison (préciser l'unité) ?
11. Quels sont les principaux facteurs qui déterminent le prix ?
12. En quoi le commerce change-t-il lors d'une mauvaise année? Comment les acteurs s'adaptent-ils ?
13. Quelles sont les principales contraintes que vous rencontrez ?
14. Quelles sont les lois et les règles (officielles et informelles) que vous devez suivre ou qui ont une influence pour faire du commerce ?
15. Quels sont les services que vous utilisez? (transport, stockage, communications, services financiers, assurance etc)
16. Quel est le mode de transport de l'arachide à la vente? Quel est le cout de transport par unité (par sac/tonne par exemple)? Est-ce que ce coût varie au long de l'année ?
17. Selon vous, que faudrait-il pour appuyer la filière? Selon la saison ? Pour les commerçants et les consommateurs ?

### *Guide d'entretien pour les ménages*

#### **Votre situation au cours de la dernière période « normale »**

1. Quels ont été les principaux produits alimentaires (céréales, viande, poisson, huile et légumes) consommés dans votre foyer ?
2. Comment vous êtes-vous procuré ces denrées alimentaires de base ? (production propre [agriculture, pêche, élevage], achats sur le marché, nourriture sauvage collectée, dons de la famille, travail troqué contre alimentation, aide alimentaire)
3. Quels ont été les articles non alimentaires ou les services les plus indispensables utilisés dans votre foyer (par exemple le transport, les prêts) ?
4. Quelles ont été vos principales sources de revenus en espèces ou d'avantages en nature à cette époque de l'année ? (Par exemple le travail salarié, la vente des récoltes ou du bétail, les activités de micro-entreprise, les envois de fonds)

#### **La situation alimentaire actuelle**

5. Comment votre consommation des aliments de base est-elle affectée par la situation actuelle ? Lesquels des aliments évoqués ci-dessus ont-ils été touchés ?
6. Quelle est l'ampleur du manque auquel vous faites maintenant face pour chacun de ces aliments de base
7. Dans chaque cas, de quelle manière la situation d'urgence affecte-t-elle votre consommation normale ? (Par exemple, vos cultures ont été détruites, vos revenus ont diminué, les prix ont augmenté, la disponibilité est réduite sur le marché, il vous est impossible d'accéder au marché...)

#### **Articles non alimentaires essentiels ou services**

8. Quels articles non alimentaires essentiels et services, utilisés normalement dans votre foyer ont été touchés par la situation d'urgence ?
10. À quels autres besoins urgents, non alimentaires ou de services, faites-vous maintenant face du fait de la crise ?

#### **Revenu et / ou situation actuelle d'emploi**

11. Si vous vous appuyez normalement sur le travail occasionnel ou un emploi pour en tirer un revenu, veuillez décrire tout changement dans la quantité de travail que vous êtes aujourd'hui en mesure de trouver
12. Si vous comptez normalement sur la vente de vos propres produits (aliments, bétail, produits manufacturés) pour en tirer un revenu, merci de décrire tout changement dans la quantité que vous êtes en mesure de vendre et / ou le prix que vous en obtenez.
13. Dans chaque cas, dites-nous en quoi la situation d'urgence a une incidence sur votre salaire ou votre revenu normal. (vous êtes incapable de travailler du fait de la crise, demande de main-d'œuvre réduite, demande de produits réduite, niveaux de salaires réduits, prix de vente de vos produits réduits, modification dans la part du temps rémunéré et celle non rémunérée).

#### **Réponse humanitaire**

14. Comment vous-mêmes et votre famille vous adaptez-vous ? Quels changements vous et votre famille avez-vous dû introduire pour vous adapter à ces nouvelles épreuves ?
15. Combien d'agences sont-elles déjà intervenues pour remédier à la situation ? Quelles sont les activités offertes par le gouvernement ou des ONG pour vous aider à traverser cette période ?
16. Si vous receviez des espèces plutôt qu'une aide matérielle, quels types de produits ou de services achèteriez-vous en premier ? À quoi pourriez-vous dépenser cet argent ?
17. Si vous aviez le choix, comment préféreriez-vous recevoir de l'aide pour les besoins non alimentaires de votre foyer ? (distributions, aide en espèces)

Questionnaire pour les commerçants-grossistes-gestionnaire de dépôts 5 aout 2013

Filière de l'arachide dans la préfecture de la Kémo - ACF

Date de l'entretien :		Localisation du marché :			Type d'acteur :
Type d'information	Unités	Situation de référence Août 2012	Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes)	Tendances et changements sur les semaines à venir	
1	Variété d'arachide vendue				
2	Origine des arachides: Ou achetez-vous les arachides et à qui (lieu géographique, acteur) ? Utilisez-vous des intermédiaires ?				
3	Quantités commercialisées: Préciser la quantité d'arachide que vous achetez par mois en période haute et basse				
4	A quel prix achetez-vous les arachides (préciser l'unité) en période haute et basse	FCFA/unité de vente			
5	Nombre de concurrents comme vous (prendre quelques contacts)				
Type d'information	Unités	Situation de référence	Aujourd'hui et les semaines à venir (post	Tendances et changements sur les	

			Août 2012	récoltes)	semaines à venir
6	A qui vendez-vous les arachides? Type d'acteur, nombre moyen d'acteurs, où sont-ils?				
7	Quelles sont les modalités de paiement de chaque acteur décrit ci- dessus (crédit, argent, nature) ?				
8	Quelles sont les quantités mensuelles vendues à chaque type d'acteur?				
9	A quel prix vendez-vous l'arachide en période haute et basse	(FCFA/Ngawi)			
10	Quels sont les principaux facteurs qui déterminent le prix?				
11	Quels sont les effets de l'aide alimentaire du PAM et autres acteurs humanitaires sur votre commerce?				
	Type d'information	Unités	Situation de référence Août 2012	Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes)	Tendances et changements sur les semaines à venir
13	Quel est le temps nécessaire entre la commande et la réception				

	de stock ?				
14	Combien avez-vous en stocks ?				
15	Quels sont les services que vous utilisez? (transport, stockage, communications, services financiers, assurance etc)				
14	Quelles sont les lois et les règles (officielles et informelles) que vous devez suivre ou qui ont une influence pour faire du commerce?				Des évolutions prévues ?
	<b>Type d'information</b>	<b>Unités</b>	<b>Situation de référence Août 2012</b>	<b>Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes)</b>	<b>Tendances et changements sur les semaines à venir</b>
16	Si vous avez accès au crédit, cela correspond à quelle quantité de stocks et pour combien de semaines ?				

17	<p>Quel est le mode de transport de l'arachide à l'achat? Quel est le cout de transport par unité (par sac/tonne par exemple)? Est-ce que ce coût varie au long de l'année ?</p>				
18	<p>Quelles sont les principales contraintes que vous rencontrez aujourd'hui?</p>				
19	<p>Si il y avait une demande plus élevée aujourd'hui, jusqu'à combien pourriez-vous augmenter votre stock ? (% du stock existant)</p>				
20	<p>Combien de temps cela prendrait ?</p>				

<b>21</b>	<b>Où trouveriez-vous ce surplus de stocks (zone géographique et acteur) ?</b>	
<b>22</b>	<b>Qu'est-ce qui vous limiterait (accès au crédit, stockage, offre, transport conditions des routes)?</b>	
<b>23</b>	<b>Selon vous, que faudrait-il pour appuyer la filière? Selon la saison ? Pour les commerçants et les consommateurs ?</b>	

**Fiche d'informations – Entretien Commerçant local / Détaillant - 5 aout 2013**

Filière de l'arachide dans la préfecture de la Kémo - ACF

<b>Emplacement commerçant:</b>		<b>Type de commerçant:</b>		
<b>Périodicité: Semaine</b>				
<b>Type d'information</b>	<b>Unité</b>	<b>Situation de référence Août 2012</b>	<b>Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes)</b>	<b>Tendances et changements sur les semaines à venir</b>
<b>1. Volume des ventes (Ngawi/semaine)</b>	Ngawi			
<b>2. Temps d'écoulement d'un stock</b>				
<b>3. Prix d'achat au grossiste/producteur</b>	FCFA/ Ngawi			
<b>4. Source d'approvisionnement principale (grossiste/producteur indiv/groupements....)</b>				
<b>5. Coût/accès des intrants (sachets pour conditionnement)</b>	FCFA/ unité			

<b>6. Coût du dépôt de stockage par unité de vente par période</b>	Sac/jour			
<b>7. Coût de transport</b>	(FCFA/semaine)			
<b>8. Prix de vente</b>	(FCFA/ Ngawi)			
<b>9. Stocks détenus</b>	Ngawi			
<b>10. Temps nécessaire pour restocker</b>	jour			

Nota Bene: Veiller à conserver la même périodicité (par mois, par semaine, etc) pour assurer la constance des informations.

**Fiche d'informations – Entretien avec agriculteur / producteur local** - 5 aout 2013

Filière de l'arachide dans la préfecture de la Kémo - ACF

		<b>Emplacement producteur:</b>	<b>Type de producteur:</b>	
<b>Périodicité:</b> campagne en cours (récoltes en cours ou très prochaines d'arachide)				
<b>Type d'information</b>	<b>Unité</b>	<b>Situation de référence Août 2012</b>	<b>Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes)</b>	<b>Tendances et changements sur les semaines à venir</b>
1. <b>Quantité produite</b>	Ngawi			
2. <b>Ventes</b>	FCFA/Semaine			
3. <b>Coût/accès des intrants</b>	FCFA/campagne			
4. <b>Gains nets (FCFA/Semaine)</b>	FCFA			

Nota Bene: Veiller à conserver la même périodicité (par mois, par semaine, etc) pour assurer la constance des informations.

## Fiche d'informations – Entretien Ménages: Dépenses et Consommation - 5 août 2013

Filière de l'arachide dans la préfecture de la Kémo - ACF

<b>Emplacement du ménage:</b>	<b>Taille du ménage:</b>	
<b>Périodicité:</b> semaine		
<b>Principaux postes de dépense et de consommation</b>	<b>Situation de référence Août 2012 Quantité/FCFA/semaine</b>	<b>Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes) Quantité/FCFA/semaine</b>
1. Frais de santé		
1. Frais de scolarité		
2. Achat de nourriture		
3. Nourriture issue de production personnelle		
4. Transports		
5. Main d'œuvre agricole		
6. Dettes ou prêts		
7.		
<b>Total approximatif des dépenses:</b>		

**NOTES:**

1. Ne retenez que les types de dépenses /consommation les plus significatifs.
2. Décidez d'une période (mois/semaine) et utilisez cette même période pour toutes les réponses.
3. Incluez la consommation de produits et services fournis par autrui plutôt qu'achetés.
4. Incluez la quantité et la valeur estimée (selon le marché) de nourriture que le ménage consomme et qui provient de sa propre production.
5. Si pertinent, précisez qui contrôle les décisions de dépenses (homme, femme, chef de ménage)

## Fiche d'informations – Entretien Ménages: Revenu -- 5 aout 2013

Filière de l'arachide dans la préfecture de la Kémo - ACF

<b>Emplacement du ménage:</b>		<b>Taille du ménage:</b>	
Périodicité: semaine:			
Principales sources de revenus	Qui reçoit le paiement?	Situation de référence Août 2012 Quantité/FCFA/semaine	Aujourd'hui et les semaines à venir (post récoltes) Quantité/FCFA/semaine
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
<b>Total approximatif des revenus:</b>			

**NOTES:**

1. Ne retenez que les sources de revenus les plus significatives. Cela peut inclure les salaires et profits, revenus de vente de produits, transferts, dons de parents, bénéfiques et dons du gouvernement ou agences humanitaires, les transferts de fonds de l'étranger...
2. Décidez d'une période (mois/semaine) et utilisez cette même période pour toutes les réponses.
3. Incluez les revenus en nature (biens ou services fournis par d'autres au lieu d'argent). Dans ce cas, essayez d'estimer la valeur monétaire de ces bénéfiques en nature.
4. Incluez la quantité et la valeur estimée (selon le marché) de nourriture que le ménage consomme et qui provient de sa propre production.
5. Si pertinent, précisez qui reçoit les revenus (homme, femme, chef de ménage)